

*Les subsides*

imposé cette taxe, recevra \$20 millions cette année. Le gouvernement de la province a perdu quelque \$34 millions en taxes et en redevances. Par conséquent, non seulement le gouvernement fédéral a perdu les \$60 millions supplémentaires qu'il tentait de prélever, mais en outre, il a pénalisé les Canadiens en perdant une somme additionnelle de \$140 millions. C'est un exemple de fiscalité tout simplement stupide. Le gouvernement n'aurait qu'à supprimer cette taxe stupide pour réduire le déficit et permettre aux Canadiens de retourner au travail.

Deuxièmement, le gouvernement doit réduire la paperasse. Historiquement, il fallait compter un gratte-papier pour trois géologues dans l'industrie énergétique, et notez bien que ce sont ces géologues qui trouvent le pétrole. Grâce au Programme énergétique national, et Dieu seul sait tout ce qu'ont pu inventer ces génies du ministère de l'Énergie, ce rapport est maintenant inversé. Chaque géologue a maintenant besoin de trois gratte-papier pour expédier la paperasse. Quand il s'agit de productivité, on s'arrache les cheveux en se demandant pourquoi les Canadiens sont si peu productifs. C'est simple, nous passons notre temps à alimenter les gratte-papier. Eux ne produisent rien, ils ne font que contenter les bureaucrates à Ottawa, Edmonton, Regina et dans les autres capitales. Le gouvernement fédéral n'est pas seul en faute.

**Une voix:** N'oublions pas l'Alberta.

**M. Andre:** J'ai parlé d'Edmonton. Cette ville se trouve en Alberta, pour la gouverne du député.

Enfin, il faut rétablir la confiance. Je vais citer un article du *Herald* de Calgary. Voici ce que dit Francis Reinhardt, de la firme d'investissements Carl H. Pforzheimer, de New York, au sujet des actions des sociétés pétrolières canadiennes:

«Le climat s'est amélioré, et certaines institutions recommencent à investir au Canada. Mais beaucoup d'autres, qui ont investi et gagné de l'argent pendant fort longtemps dans ce pays, ne s'y risquent pas parce qu'elles se méfient de Pierre Trudeau et craignent qu'il ne leur joue encore un sale tour.»

Voilà, le problème, l'absence de confiance.

● (1730)

La meilleure solution serait de changer de gouvernement. Je sais que le gouvernement n'ira pas volontairement jusque là mais il pourrait au moins battre sa coulpe et admettre que cette part de 25 p. 100 qu'il s'accaparait dans le programme énergétique national, cette confiscation rétroactive de biens privés, était une erreur. Rejetez-en le blâme sur Ed Clark, sur Ian Stewart, sur Michael Pitfield, sur qui vous voudrez, mais faites votre mea-culpa et dites au monde entier que vous reconnaissez que la confiscation rétroactive de biens privés va à l'encontre de la politique gouvernementale et que cela ne se reproduira pas à l'avenir.

Si nous faisons ces trois choses, monsieur l'Orateur, diminuer les tracasseries administratives, réduire la part du gouvernement et admettre nos erreurs afin de restaurer la confiance, nous pouvons remettre ce secteur de l'économie debout et créer non pas quelques emplois, quelques centaines ou quelques milliers d'emplois mais bien des dizaines de milliers d'emplois et, ce faisant, redonner foi en notre avenir collectif à de nombreuses familles canadiennes.

**M. Maurice Harquail (Restigouche):** Monsieur l'Orateur, je tiens tout d'abord à remercier l'opposition officielle de nous

avoir donné l'occasion de discuter de cette motion. Comme certains députés l'ont déjà signalé, aucun des porte-parole de l'opposition officielle ne s'est donné la peine jusqu'ici de parler de la motion de son parti ou d'expliquer aux contribuables canadiens ce que les conservateurs voudraient faire au juste. Aucun d'eux ne s'est penché sur la question du développement industriel au Canada.

Le député de York-Peel (M. Stevens) a formulé certaines critiques à propos de l'argent que recevront de Havilland et Canadair. Je trouve fort curieux qu'un député de la région de Toronto critique le gouvernement de vouloir aider une industrie aussi importante que celle de l'aéronautique.

Comme le lui a demandé l'un des députés néo-démocrates, quand expliquera-t-il ce que son propre parti ferait s'il avait l'occasion de former le gouvernement? Il a dit que nous n'avions pas de souci à nous faire, puisque d'autres députés parleraient après lui et donneraient plus de détails là-dessus au cours du débat.

Le dernier orateur, le député de Calgary-Centre (M. Andre) a passé tout son temps à parler de la seule question qu'il semble connaître, en l'occurrence, Calgary-Centre et l'industrie pétrolière et gazière. Il a ridiculisé la politique gouvernementale et tenu des propos extrêmement négatifs avant de finir comme d'habitude par s'attaquer au premier ministre (M. Trudeau). Qu'y a-t-il de nouveau là-dedans?

Puisque les conservateurs n'ont pas pris la peine de traiter la question qu'ils ont soulevée aujourd'hui à la Chambre, je suis heureux d'avoir quelques instants pour montrer l'autre côté de la médaille.

Depuis 1980, les initiatives industrielles du gouvernement ont, grâce à l'affectation de capitaux, créé un climat favorable à l'investissement, garanti la disponibilité de capitaux, implanté des projets viables dans les zones à croissance lente et autorisé des prêts garantis dans des circonstances exceptionnelles. La question de l'aide aux entreprises manufacturières à haute productivité, telles que Michelin, Chrysler, White Motor Corporation, Massey-Ferguson, Ford . . .

**M. Blenkarn:** Renflouage!

**M. Harquail:** Le député de Mississauga-Sud (M. Blenkarn) s'oppose à un programme destiné à protéger ces emplois en Ontario et cherche maintenant à m'interrompre. C'est parfait. Les contribuables canadiens prennent bonne note de ce comportement. Le jour des élections lorsqu'ils se rendront à l'isoloir, c'est là que nous verrons ce qu'ils pensent de la position des députés de l'Ontario face aux sérieuses décisions prises pour aider les usines et protéger ainsi ces emplois si précieux.

On a parlé des sommes consacrées à la recherche et au développement. En dépit des railleries et des remarques négatives, le montant d'argent que le gouvernement fédéral a consacré à ces travaux extrêmement importants est loin d'être négligeable.

Je veux informer les Canadiens du montant qui est affecté au ministère de l'Industrie et du Commerce et au ministère de l'Expansion économique régionale. Le nouveau ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale (M. Lumley) dispose actuellement d'un budget de l'ordre de 3 milliards de dollars pour aider l'industrie et les petites entreprises.